

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 6 FEVRIER 2007

Matin

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 6 FEBRUARI 2007

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.08 uur en voorgezeten door de heer Paul Tant.
La séance est ouverte à 10.08 heures et présidée par M. Paul Tant.

01 Interpellation de M. Joseph Arens au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les tarifs pluriannuels en électricité et la possibilité d'instaurer un tarif péréquaté pour la distribution d'énergie" (n° 1010)

01 Interpellatie van de heer Joseph Arens tot de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de meerjarentarieven voor elektriciteit en de mogelijkheid om in verband met energiedistributie te voorzien in een perequatietarief" (nr. 1010)

01.01 **Joseph Arens** (cdH): Monsieur le ministre, en 2003, dans la déclaration gouvernementale, votre gouvernement annonçait qu'il allait mettre en œuvre des tarifs pluriannuels pour l'électricité et le gaz. En effet, jusqu'à présent, les tarifs sont calculés et contrôlés sur une base annuelle, ce qui est source d'un travail considérable, tant pour les entreprises que pour le régulateur qui doivent chaque année s'atteler à cette tâche. Par ailleurs, pour les entreprises, la modification annuelle des prix et la difficulté d'établir des prévisions sur le prix de l'électricité et du gaz compliquent la prise de décisions à long terme. Il s'agit donc d'une excellente initiative soutenue par le monde patronal, les consommateurs, le régulateur fédéral chargé de contrôler les tarifs et les gestionnaires de réseau.

Malheureusement, force est de constater que c'est seulement deux ans plus tard, en juin 2005, que les tarifs pluriannuels ont été inscrits dans la loi. En outre, encore fallait-il rédiger les arrêtés d'exécution pour que ces tarifs pluriannuels soient d'application un an plus tard. Vous avez demandé à la CREG une proposition d'arrêté d'exécution. La CREG vous l'a-t-elle rendue? Quand? Pourquoi n'avons-nous rien vu venir au Conseil des ministres? Comme il ne reste que trois mois au gouvernement pour adopter le texte en première lecture, demander l'avis du Conseil d'État et adopter le texte en deuxième lecture, pensez-vous que ces arrêtés pourront voir le jour avant la fin de cette législature et que cet objectif annoncé il y a quatre ans pourra être réalisé finalement au soulagement de tous?

Si les délais vous semblent courts, je vous suggère de modifier la loi pour prévoir le prolongement des tarifs annuels non seulement pour 2006-2007 mais aussi pour 2008. Par ailleurs, j'aimerais vous suggérer également d'utiliser cette occasion où vous modifiez la structure tarifaire de l'électricité pour instaurer un tarif de distribution péréquaté.

Comme vous le savez, la libéralisation du marché de l'électricité en Région wallonne et à Bruxelles au 1^{er} janvier 2007, telle que formulée actuellement dans la loi et les arrêtés royaux, va entraîner d'importantes disparités en termes de prix finaux de l'électricité entre les communes et les provinces. Dans les communes luxembourgeoises, par exemple, certains évaluent à 20% la hausse potentielle du prix de l'électricité, suite à la libéralisation.

Comme vous le savez également, c'est principalement via les tarifs de distribution que s'expliquent les différences de tarifs d'une commune à l'autre. Or, si les Régions sont compétentes pour l'aspect technique de la distribution d'électricité, les questions tarifaires de la distribution relèvent, elles, de la compétence fédérale.

Monsieur le ministre, ne partagez-vous pas l'idée qu'il serait opportun de maintenir une uniformité des prix, à déterminer par la CREG, au sein du pays? De la sorte, les zones à faible densité de population ne se verraient pas pénalisées comme elles le seront aujourd'hui. De plus, dans les zones où les lignes de distribution sont plus longues et plus onéreuses à créer ou à entretenir, les prix ne seraient pas largement plus élevés que dans celles à haute densité de population.

Monsieur le ministre, qu'en est-il des arrêtés d'exécution en vue de l'application, comme le prévoit la loi de 2005, des tarifs pluriannuels pour l'électricité et le gaz? Sont-ils prêts? Seront-ils encore publiés cette année?

Enfin, les tarifs dépendant du fédéral, comptez-vous utiliser la structure tarifaire pour instaurer un tarif de distribution péréquaté pour éviter les discriminations phénoménales à l'égard des zones à faible densité de population?

01.02 Marc Verwilghen, ministre: Monsieur le président, monsieur Arens, des discussions assez fondamentales concernant les tarifs pluriannuels ont eu lieu en commission, lors du vote sur la loi prévoyant ces tarifs, ce qui me permet de répondre en deux temps à vos différentes questions.

Premièrement, en ce qui concerne les futurs tarifs pluriannuels relatifs aux réseaux de transport de gaz naturel et d'électricité, des avant-projets d'arrêtés royaux ont été établis par la CREG et m'ont été communiqués en novembre 2006. Ces projets de textes font, depuis lors, l'objet d'intenses négociations avec la CREG et surtout avec les deux gestionnaires de réseaux et de transport concernés: les sociétés Fluxys et Elia.

Toutes les mesures sont prises afin que ces textes puissent être finalisés dans les plus brefs délais. L'objectif visé est que les nouvelles réglementations soient applicables aux tarifs qui sont en vigueur en 2008, suivant une décision prise en commission et d'ailleurs confirmée par le parlement.

Deuxièmement, les tarifs relatifs aux réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité sont établis selon la même méthodologie que les tarifs de transport: ils doivent couvrir l'ensemble des coûts nécessaires pour assurer l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau de distribution et garantir une marge bénéficiaire équitable aux gestionnaires de réseaux afin qu'ils puissent effectuer les investissements nécessaires au sein de leur réseau. Nous ne voulons pas arriver à des situations identiques à celles vécues en Italie ou aux États-Unis, en Californie.

Étant donné que les gestionnaires de réseaux de distribution existants ont des structures de coûts différentes en raison de la configuration particulière de leur réseau et du mode d'organisation de leurs activités, il est cohérent que les tarifs appliqués par ces gestionnaires de réseaux puissent différer entre eux.

L'instauration d'un tarif péréquaté dans une zone géographique plus étendue, par exemple, telle que celle correspondant au territoire d'une Région, présuppose une réorganisation de la distribution du gaz naturel et de l'électricité sous la forme d'une entité plus vaste qu'aujourd'hui. Il s'agit toutefois d'une matière qui relève de la compétence exclusive des Régions et il ne m'appartient donc pas de prendre une décision à ce sujet.

Les futurs arrêtés royaux relatifs aux tarifs pluriannuels pour le transport et la distribution ne visent qu'à établir la structure et les principes de base auxquels devront répondre les tarifs établis par chacun des gestionnaires de réseau, et ce, quelle que soit la dimension de la zone géographique où s'exerce leur activité.

01.03 Joseph Arens (cdH): Monsieur le président, je remercie le ministre pour cette réponse. Je voudrais tout de même lui signaler que les différences tarifaires entre les clients de certaines intercommunales par rapport à d'autres peuvent aller du simple au triple.

Ainsi, je répète que dans une province comme le Luxembourg, le prix de l'électricité connaîtra une hausse d'au moins 20 à 30%. Et je suis convaincu qu'il en ira de même dans toutes les régions rurales du pays.

Je suis donc un peu surpris de constater que le gouvernement fédéral ne mette pas davantage de moyens en œuvre pour éviter cette discrimination importante dont sont victimes les habitants des zones à faible densité de population.

Je dépose donc une motion de recommandation demandant précisément de rédiger et de promulguer les arrêtés d'exécution sur les tarifs pluriannuels pour le transport et la distribution de l'électricité et du gaz, ainsi que le prévoit depuis juin 2005 la loi du 29 avril 1999. Je demande également au gouvernement d'utiliser, à cette occasion, la structure tarifaire de l'électricité modifiée dans les arrêtés royaux pour instaurer un prix de distribution péréquaté qui serait identique pour tout le pays.

Je comprends très bien la réaction des habitants des régions à faible densité de population; cette situation est inacceptable!

01.04 Marc Verwilghen, ministre: Monsieur Arens, les Régions ont une très grande responsabilité dans cette question, ce qui les contraint à intervenir et à prendre les mesures nécessaires. En Flandre, nous avons dû faire de même et, apparemment, nous avons pu aboutir.

01.05 Joseph Arens (cdH): Mais il en va aussi de la responsabilité du gouvernement fédéral! D'ailleurs, celui-ci rencontre les Régions. Au cours de ces discussions, vous pouvez défendre l'idée qu'un Belge est encore un Belge.

Motions

Moties

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.
Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Joseph Arens et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Joseph Arens
et la réponse du ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
recommande au gouvernement
- de rédiger et de promouvoir les arrêtés d'exécution fixant des tarifs pluriannuels pour le transport et la distribution de l'électricité et du gaz, comme le prévoit, depuis juin 2005, la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché du gaz;
- d'utiliser cette occasion où la structure tarifaire en électricité est modifiée dans les arrêtés royaux, pour instaurer un tarif de distribution péréquaté qui serait identique pour tout le pays.”

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Joseph Arens en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Joseph Arens
en het antwoord van de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
vraagt de regering
- de uitvoeringsbesluiten tot vaststelling van de meerjarentarieven voor de transmissie en de distributie van elektriciteit en gas op te stellen en de nodige impulsen te geven, zoals sinds juni 2005 bepaald door de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de gasmarkt;
- van deze wijziging van de tariefstructuur voor elektriciteit in de koninklijke besluiten gebruik te maken om voor het hele land eenzelfde geperequateerd distributietarief in te voeren.”

Une motion pure et simple a été déposée par M. Dominique Van Roy.

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Dominique Van Roy.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

02 Vraag van de heer Koen T'Sijen aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de verhoging van de billijke vergoeding voor jeugthuizen en polyvalente zalen" (nr. 13991)

02 Question de M. Koen T'Sijen au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "l'augmentation de la rémunération équitable due par les maisons de jeunes et les salles polyvalentes" (n° 13991)

02.01 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, er is zeker geen discussie over het feit dat het bestaande auteursrecht en de vergoedingen voor uitvoerende artiesten moeten worden geïnd. Dat moet echter op een faire manier gebeuren.

Sinds 1 januari 2007 stijgt, behalve de automatische indexering van 2%, de billijke vergoeding voor jeugthuizen en polyvalente zalen met maar liefst 10%. De beslissing werd door de paritaire commissie genomen, zoals bedoeld in artikel 42 van de auteurswet.

De uitgangspositie van de onderhandelingen bestond erin dat de beheersvennootschappen verhogingen met 30% tot 60% eisten. De sociaal-culturele sector wenste helemaal geen verhoging.

Dat mag uiteraard niet verwonderen, vermits de sociaal-culturele sector al jaren aanklaagt dat vooral hij het slachtoffer is van de harde houding van de beheersvennootschappen. Dat nu net de jeugthuizen en de polyvalente zalen, waaronder de cultuur- en gemeenschapscentra en feestzalen, door voornoemde verhoging worden getroffen, zit de sector dan ook hoog.

Het is een oud verhaal. Het blijft niettemin onbegrijpelijk dat de verhoging van de billijke vergoeding ten koste van de kleine spelers gaat, zoals jeugdverenigingen, vrijetijdsinitiatieven en sociaal-culturele organisaties, die occasionele activiteiten, feesten en fuiven organiseren. Voornoemde activiteiten en de jeugthuizen zijn immers fora waarop artiesten nog kansen krijgen om optredens te geven en waarop zij zich artistiek kunnen ontplooiën. Er zijn bij dergelijke activiteiten trouwens talloze vrijwilligers betrokken.

Enkele weken geleden hoorde ik de heer Jef van den Bergh u hieromtrent een vraag stellen. U hebt heel omstandig op zijn vraag geantwoord. Ik had daarbij toch nog een aantal andere bedenkingen en vragen.

Het feit dat de twee subcategorieën worden geïsoleerd, kan niet enkel aan de patstelling bij de onderhandelingen binnen de paritaire commissie worden toegeschreven. Het is duidelijk dat de vertegenwoordiger van u, de minister, in de paritaire commissie niet de uiteindelijke beslissing heeft genomen. Het compromis dat uiteindelijk werd aangenomen, werd echter wel door de voorzitter voorgesteld. Ik stel mij dan ook vragen bij de totstandkoming en de inhoudelijke verantwoording van het compromis, vooral omdat de verhoging voor slechts een jaar werd vastgelegd.

Hoe hoog zullen de vergoedingen zijn die bij de nieuwe onderhandelingen eind 2007 door de beheersvennootschappen zullen worden geëist?

De getroffen sector heeft dan ook het recht om te weten welke overwegingen de minister en zijn raadgevers maken bij de voorstellen voor de verhoging met 10 procent voor alleen deze subcategorieën. De verhoging met 10 procent betekent niet alleen een zoveelste belasting van de sector, maar brengt bovendien de onderhandelingspositie van de Vlaamse regering tegenover de beheersvennootschappen in gevaar, zoals ook collega Jef Van den Bergh aanhaalde.

De Vlaamse minister van Cultuur, Bert Anciaux, stelt dat er geen overleg is geweest met de Gemeenschappen naar aanleiding van deze beslissing en hij roept tevens op om met betrekking tot dit dossier de dialoog met de federale overheid te intensifiëren.

Ik kom tot mijn concrete vragen, mijnheer de minister.

Welke inhoudelijke argumenten hebben gespeeld bij de totstandkoming van het compromis, zoals het is aangenomen in de paritaire commissie?

Waarom vallen enkel de jeugthuizen en de polyvalente zalen onder het toepassingsgebied van de

verhoging?

Was de beperking van de verhoging tot een jaar een deel van het compromis, op vraag van de beheersvennootschappen? Met andere woorden, mogen de sociaalculturele sector en de jeugdhuizen zich volgend jaar verwachten aan een nieuwe verhoging?

In welke mate is de getroffen sector vertegenwoordigd in de paritaire commissie, zoals bedoeld in artikel 42 van de auteurswet?

Is er een gelijke verhouding tussen de vertegenwoordigers van de rechthebbenden van de billijke vergoeding en degenen die de vergoeding moeten betalen?

Tot slot, bent u bereid om met betrekking tot deze problematiek de gesprekken met de Gemeenschappen te intensifiëren?

02.02 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, collega T'Sijen, de beslissing om de billijke vergoeding voor de jeugdhuizen en de polyvalente zalen in 2007 te verhogen met 10 procent, werd genomen door de paritaire commissie, bedoeld in het artikel 42 van de auteurswet. De reden waarom de jeugdhuizen het voorwerp uitmaken van een verhoging, vloeit voort uit het feit dat de geldigheidsduur voor deze categorie afliep eind 2006. Dat ook de tarieven voor de polyvalente zalen werden verhoogd met 10 procent, maakt deel uit van het globale compromisvoorstel. Hierbij kan worden opgemerkt dat de tarieven voor de culturele centra – een categorie waarvan de tarieven eind 2006 ook afliepen – niet werden verhoogd, aangezien zij dezelfde zijn als het basistarief voor de horecasector, dat evenmin is gewijzigd.

Ik kom dan bij uw tweede vraag. Het feit dat de geldigheidsduur van de verhoging een jaar bedraagt, maakt inderdaad deel uit van de regeling. Dit betekent dat eind 2007 sommige tarieven aflopen en dat in tarieven voor 2008 zal moeten worden voorzien. Dit betekent niet noodzakelijk dat deze tarieven zullen wijzigen – noch stijgen, noch dalen. Deze beslissing zal moeten worden genomen door de paritaire commissie van het artikel 42 van de auteurswet.

Uw derde vraag. De commissie bepaald in artikel 42 van de auteurswet is paritair samengesteld uit enerzijds vertegenwoordigers van de beheersvennootschappen en anderzijds vertegenwoordigers van de organisaties die de billijke vergoeding moeten betalen. In geval van stemming hebben de debiteurs evenveel stemmen als de vertegenwoordigers van de beheersvennootschappen. Er zijn momenteel vier overkoepelende organisaties: de Vereniging Vlaamse Cultuurcentra, SESOC, de Vereniging voor de Belgische Steden en Gemeenten en de socioculturele Werkgeversfederatie. Deze organisaties stammen allemaal uit de socioculturele sector. De samenstelling van de commissie werd bepaald in het ministerieel besluit van 11 januari 2006.

Uw laatste vraag. Ik ben uiteraard steeds bereid om met respect voor het wetgevende kader een gesprek te hebben met de Gemeenschappen om te trachten tot een vergelijk te komen. Wat dat betreft, wil ik in elk geval mijn goede wil tonen.

02.03 **Koen T'Sijen** (sp.a-spirit): Mijnheer de minister, ik denk dat vooral het laatste element belangrijk is omdat u weet dat vanuit de Vlaamse regering, waarvan uw partij toch ook deel uitmaakt, echt een poging wordt ondernomen om de last van de billijke vergoeding voor de socioculturele sector terug te dringen. De socioculturele sector krijgt het immers als maar moeilijker om dit te financieren. Ik reken er dan ook op dat het gesprek met de Gemeenschappen wordt geïntensifieerd om te komen tot een billijke oplossing.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 **Vraag van mevrouw Katrien Schryvers aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de verzekering van kinderen onder 5 jaar" (nr. 13969)**

03 **Question de Mme Katrien Schryvers au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "l'assurance des enfants de moins de 5 ans" (n° 13969)**

03.01 **Katrien Schryvers** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, recent kwam er een vonnis in het nieuws inzake de aansprakelijkheid van mensen die toezicht hielden op een speelplaats, voor de dood

van een kleuter naar aanleiding van bepaalde spelletjes die daar werden gespeeld. De toezichthouders werden aansprakelijk gesteld door de rechtbank.

In casu was de kleuter vijf jaar, maar naar aanleiding daarvan werd mij gesignaleerd dat er zich voor kinderen jonger dan vijf jaar mogelijk problemen zouden kunnen stellen met betrekking tot de uitkeringen na aansprakelijkheid, wanneer zich namelijk een dodelijk ongeval voordoet bij kinderen onder die leeftijd. De oorzaak hiervan zou mogelijk liggen in artikel 96 van de wet op de landverzekeringsovereenkomsten. Dat is een artikel onder de gemeenschappelijke bepalingen van de persoonsverzekeringen. Dat artikel stelt dat een beding dat voorziet in uitkeringen voor het geval een kind overlijdt voordat het de volle leeftijd van vijf jaar heeft bereikt, nietig is, behalve onder de voorwaarden en voor het maximumbedrag te bepalen door de Koning. Volgens ons werd dergelijk KB tot op heden nooit genomen.

Mijnheer de minister, wat is eigenlijk de ratio legis van deze bepaling? Waarom is er een onderscheid tussen kinderen jonger en ouder dan vijf jaar?

Betekent dit dat bij een dodelijk ongeval de ouders van een kind, jonger dan vijf, geen recht hebben op een vergoeding met uitzondering van de begrafenis kosten? Dat laatste is uitdrukkelijk bepaald. Bij een niet-dodelijk ongeval hebben ze wel recht op een vergoeding voor, bijvoorbeeld, invaliditeit.

Betekent dit dat er wel een schadevergoeding kan worden toegekend door de rechtbank bij betwisting, zij het dat deze niet zal worden uitbetaald door de verzekeraar, maar wel zal moeten worden betaald door degene die aansprakelijk wordt gesteld?

Is het inderdaad zo dat er geen KB is genomen dat een afwijking op deze regel toestaat? Indien dit zo is, wat is de reden daarvan?

Vindt u het zelf rechtvaardig en aanvaardbaar dat er dergelijk onderscheid is en bent u eventueel bereid om een wettelijk initiatief te nemen om aan deze problematiek te verhelpen?

03.02 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, collega Schryvers, het verbod op de verzekeringen van zeer jonge kinderen vloeit voort uit een oude wet van 26 december 1906 op de beteugeling van de verzekering tegen kindersterfte. Die wet werd hernomen in de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomsten. Het verbod werd oorspronkelijk uitgevaardigd ter bestrijding van het gevaar voor criminele speculatie bij de verzekering tegen de kindersterfte. De wetgever van 1992 heeft het raadzaam geacht het verbod te handhaven.

Dat verbod geldt voor alle persoonsverzekeringen, meer bepaald voor de overlijdensverzekeringen en de ongevallenverzekeringen. Het verbod geldt niet voor de aansprakelijkheidsverzekeringen. Dat betekent dat, wanneer een persoon aansprakelijk kan worden gesteld voor de dood van een kind van minder dan vijf jaar, de voor de dood aansprakelijke persoon een beroep kan doen op zijn aansprakelijkheidsverzekeraar, die binnen de grenzen van de overeenkomst ertoe gehouden is om dekking te verlenen.

Het klopt dat er nog steeds geen uitvoeringsbepaling werd uitgevaardigd op het artikel 96. De reden hiervoor is tweevoudig. Er is, enerzijds, een zekere huiver om afbreuk te doen aan het verbod en, anderzijds, de vaststelling dat in de overgrote meerderheid van de gevallen een aansprakelijke persoon kan worden aangewezen en de aansprakelijkheidsverzekeraar vervolgens kan optreden.

Bij weten van mijn administratie en diensten zou het voor de allereerste keer zijn sinds de uitvaardiging van de wet van 25 juni 1992 dat een dodelijk ongeval met een kind van minder dan vijf jaar zonder vergoeding blijft wegens de toepassing van artikel 96 van de verzekeringswet.

Ik ben bereid aan de commissie voor de Verzekeringen de vraag te stellen of het raadzaam is het verbod van artikel 96 van de verzekeringswet te verzachten door de uitvaardiging van een uitvoeringsbesluit. Een schrijven in die zin zal worden gericht om aan dat ene geval - het is echter niet uitgesloten dat er andere gevallen zijn - een houdende oplossing te bieden.

03.03 **Katrien Schryvers** (CD&V): Ik dank de minister voor zijn antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 10.31 uur.
Le développement des questions et interpellations se termine à 10.31 heures.*